

LA TRIBUNE LIBRE



58



Édito

Et maintenant...

Ces journées noires de Janvier 2015 nous auront marqués à jamais. Nous avons été violemment agressés dans notre vision du monde, et ébranlés dans nos convictions et nos valeurs.

Le Samedi 9 janvier à Nantes, bon nombre d'entre nous ont manifesté dans le silence et la dignité notre rejet du fanatisme et de la peur. C'était un appel à la solidarité, à la tolérance et à la défense de la liberté d'expression, en dehors de toute récupération politique.

Cette manifestation et toutes celles qui se sont déroulées dans d'autres villes, au delà d'une unité nationale affichée, ne peuvent se limiter à une indignation légitime dénonçant un attentat contre la liberté de parole et de pensée. Il s'agit désormais de concrétiser cette émotion, et passer à la décision et au courage.

Notre démocratie et ses valeurs sont menacées. Ce réveil des consciences doit donc se prolonger par une réflexion impliquant tous les acteurs de notre société. Travaillée par les tensions, elle est de plus en plus fragmentée. Ses constituants repliés sur eux mêmes sont de moins en moins ouverts à la solidarité. Il est urgent de recréer du lien social et d'affirmer un noyau dur de valeurs et d'aspirations communes à tous.

Notre République, dont nous partageons les valeurs, risque devenir une nostalgie. L'école ne joue plus son rôle de réducteur des inégalités sociales. Beaucoup de jeunes ont perdu toute confiance dans l'intégration par le travail, même si l'entreprise demeure aujourd'hui le seul creuset social efficace en la matière.

Nos institutions publiques souffrent d'une crise de confiance sans précédent.

Plus que jamais il est nécessaire de revivifier notre démocratie et redéfinir ce qui constitue notre bien commun de valeurs et de principes.

Par Jacques CROCHET

Il faut les faire respecter, sans angélisme, ni amalgame, mais en restant ferme sur les principes. Pour cela la police et l'armée ne peuvent pas tout. Il faut afficher une vraie politique de la responsabilité du citoyen.

La Société Civile doit jouer pleinement son rôle dans la réflexion à mener pour relancer le débat démocratique.

Notre Tribune a recueilli les témoignages de membres sensibilisés à ces problèmes, qui ont tenu à réagir à ces événements qui nous touchent. Il est évident que l'Institut Kervégan est particulièrement soucieux du respect de la liberté d'expression.

Nous restons très attachés à l'exigence de débats et réflexions libres, pluralistes et honnêtes intellectuellement, et qui dépassent l'émotion, même légitime, et le conformisme.

Aussi nous n'occulterons pas dans nos futurs débats des questions suivantes :

- Faut-il rogner nos libertés individuelles pour garantir nos libertés publiques ?
- Comment ne pas opposer liberté et sécurité, et éviter le risque d'une société de suspicion ?
- Le respect de la croyance peut-il entraver la liberté d'expression ?
- Laïcité et dialogue avec les religions...

Sur ces sujets, et d'autres, nous sommes conscients que notre société est partagée. Dans le respect de toutes les convictions, nos travaux de réflexion devront s'attacher à clarifier, expliquer, démystifier.

Nous le devons aux victimes de l'intolérance et du fanatisme.

«Is voulaient nous réduire au silence, ils n'auront obtenu qu'une minute». ■



Jacques CROCHET,
Président
de l'Institut Kervégan



Cela n'excuse rien mais nous ne sommes pas innocents



Par Thierry PATRICE

Dès le soir du 7 janvier j'ai refusé de participer à la collectivisation de l'émotion, non par absence d'empathie, certes non, mais parce que je ne suis pas et que nous ne sommes pas innocents.

Qu'un organe de presse soit visé est épouvantable mais n'a rien d'étonnant. Il a l'importance stratégique de la presse, pourtant globalement sous contrôle financier, en France. C'est vieux comme l'imprimerie ou radio-caroline, mais ce n'est pas la liberté d'expression qui est visée, c'est la liberté d'expression d'une des deux parties en conflit.

Qu'un supermarché fréquenté par des citoyens de confession juive soit attaqué est aussi épouvantable mais n'est pas étonnant non plus : cela fait des siècles que cela dure. L'Edit de Milan date de 311, instaurant officiellement la religion chrétienne à Rome, mais dès 306 un juif ne peut avoir un employé chrétien et en 399 un pape interdit les mariages entre chrétiens et juifs. Et puis il y a eu les pogroms sans noms et sans nombre à l'Est, la Shoah et le Veld'hiv. Des révoltes palestiniennes et arabes meurtrières se produisaient contre l'occupant mandataire britannique de 1920 à 1948 alors que la déclaration Balfour de 1917 préconisant la création d'Israël n'avait jamais été suivie d'effets. Il y a bien là guerre d'indépendance en sus du problème territorial posé par l'apparition d'Israël en Mai 1948.

Pétrole et guerre

Le peu d'enthousiasme anglais pour Israël, qui se manifeste par l'affaire de l'Exodus en 1947 et par la persistance à exercer le mandat sur la Palestine est lié à l'importance de l'or noir depuis la révolution industrielle du 19ème siècle. Ceci explique l'œcuménisme anglo-saxon qui crée la Légion arabe, « al-Jaysh al'Arabi », de 1923 à 1956, une Légion juive qui a combattu dès 1915 aux côtés des alliés (les anglais se sont opposés à son maintien au-delà de 1919) et en 1944 une Brigade Juive refondée, nécessité obligeant Churchill. Le pétrole fait rouler les tanks conquérants des champs pétrolifères et sert à fabriquer de l'électricité. Sans pétrole pas de première ni de seconde guerre mondiale, ni de guerre froide. La British Petroleum (BP) est issue de l'Anglo-Persian Oil Company (1909) et l'Aramco (Arabian American Oil Company) issue de Esso et de Saudi Arabian Oil Company date de 1933. La guerre froide, associée à la guerre commerciale pour les gisements, a largement déstabilisé la région : l'URSS soutient les partis Baas (1947) en Syrie et Irak, quand les USA soutiennent Israël, « coin » occidental, historiquement légitime, enfoncé en plein milieu de l'Islam tout en protégeant les émirats. Les USA ont fomenté un coup d'Etat contre Mossadegh, démocrate progressiste qui avait nationalisé l'industrie pétrolière iranienne (opération Ajax de la CIA en 1953). Ben Laden est aussi une création occidentale, visant à empêcher les Russes en Afghanistan, voire à aider à prendre pied sur les marches de la Russie. Les bénéfices de ces brillantes opérations nous sont connus.

Gros sous et géopolitique

Tapons sur Google® « Ressources énergétiques proche et moyen orient » et ensuite « maps » puis faisons la même chose pour « Conflits proche et moyen orient » et comme par magie nous voyons les deux se superposer... y compris pour ce qui



concerne le pourtour méditerranéen et la zone saharienne. Ce qui nous est présenté comme une affaire de culture ou de religion est une affaire de gros sous, qu'on appelle la géopolitique. Qui va contrôler les ressources énergétiques, qui nous sont dites se raréfiant donc se renchérissant, et donc contrôler la bande s'étendant de l'Afghanistan au Mali puis par extension vers le sud, le reste de l'Afrique, décolonisée n'importe comment, est ce qui, je crois, motive les attentats de Paris, sans pour autant que le commanditaire soit clairement identifié. Qui paye ? Qui ordonne ? Qui peut dire...

Il est en tout cas plus facile de motiver les troupes avec une idéologie immanente qu'avec la perspective de remplir les comptes en banque de quelques-uns. Il en va ainsi de toutes les guerres. C'est vrai à la fois pour la foi et ce qui nous tient lieu de foi.

La France a un lourd passé minier et colonial en Afrique du nord et en Afrique noire. Ce n'est pas un hasard si elle a 8500 soldats projetés dans ces régions, ni si elle a contribué à l'instabilité du sud de la méditerranée qui n'en demandait pas tant.

Livrer des armes c'est choisir son camp

La France s'est désormais associée, via l'Europe, aux USA dans le projet transatlantique initialement négocié entre Bush, un pétrolier texan, et Schröder, membre du directoire du groupe pétrolier russo-britannique TNK-BP, qui a aussi pour objectif d'instaurer une pax americana sur le pourtour de la méditerranée. La France, produit enfin des armes, du fusil au Mistral (LHD) en passant par le Rafale, dont on ne peut prétendre qu'elles sont inoffensives parce que pétries de bonnes intentions démocratiques et surtout les vend au gré de ses alliances économiques, parfois aussi volatiles que le pétrole raffiné.

Le marché cumulé des producteurs d'armes européens atteindrait 27% du marché global.

Or livrer des armes revient à choisir son camp, ce qui implique 50% de risques de se tromper. La France utilise aussi les armes qu'elle produit. Or ces armes ne sont pas moins toxiques que celles des autres : seul le tireur change. Si on veut réduire les risques de riposte, ce que sont aussi les attentats de Paris, il faut aussi limiter les interventions.

Issu du salafisme Sunnite, le Wahhabisme, est né en 1750, donc nullement fondateur de l'Islam, dans le but pour Ibn Saoud (1710 - 1765) de construire l'Arabie Saoudite, dont il est la religion officielle. Le Sunnisme représente 90% des musulmans et le Chiisme 90% des iraniens. La différence entre les deux réside dans la dimension politique. Dans le Chiisme la parole ne peut être issue que d'un descendant choisi d'Ali le messager du prophète, une sorte de droit divin, alors que dans le sunnisme c'est une assemblée informelle représentant les différents et nombreux courants qui interprète le texte écrit. Il se trouve que l'Islam s'étend vers l'est au Pakistan, capitale Karachi, où il nous arrive de marchander et au nord à la Russie qu'il nous arrive de défier quand on ne marchande pas.

Le prix du chaos

Clausewitz (1780-1831) est le stratège des guerres modernes : celui qui est le plus motivé, qui a donc le moins à perdre, gagne, celui qui a le front le plus étroit et des réserves flanquées gagne, celui qui déstabilise l'autre par les actions les plus en profondeur, gagne. Attirer l'adversaire loin de ses bases pour l'enliser au fond du canyon est assez classique de John Wayne. Il serait bon de considérer le résultat de la non-observance de ces règles : Afghanistan, Iran, Lybie, Irak, Palestine et Israël, Syrie, Mali, Centrafrique, Nigéria, Soudan, la liste n'est pas close, lieux d'interventions occidentales dans un état de chaos indescriptible. C'est le prix de ce chaos et le refus de payer les ressources proportionnellement à ce qu'elles nous rapportent,



qui sont aussi responsables des morts de Paris. S'imaginer qu'il va suffire de quelques conseillers au sol en Irak, de voter l'achat de drones et de rétablir petit à petit la conscription me semble une plaisanterie dangereuse à moins qu'il ne s'agisse d'une stratégie de politique intérieure ce qu'évidemment je ne peux croire.

Comment s'étonner !

Le premier ministre parle désormais d'apartheid. L'IK avait publié *Éducation et Culture*, en 2009 et abordé ce thème. S'il ne s'agit pas d'une ségrégation rationalisée, les « quartiers » ne sont pas les plus rupins de la cité. L'école y a été remplacée par les trafics, la république par les communautés, le travail plus qu'ailleurs par l'échec. Pourtant il faut bien vivre ou survivre

par tout moyen, illégal quand il n'existe pas d'autre solution pertinente. La situation est donc mieux connue que les solutions. Mais quand le chômage augmente, que la croissance stagne, et que les richesses sont de plus en plus captées comment s'étonner et comment remédier ? Enlever au petit matin les épaves des véhicules incendiés de la nuit, des années durant, pour éviter la contagion ne me paraît pas très efficace. Là encore les raisons économiques de l'immigration massive ne nous indemnisent pas.

Alors le 11 janvier 2015, j'ai marché tristement, battant seul la campagne face à l'inutilité de la souffrance et à la méchanceté de l'humain. Le paradis est irrémédiablement perdu, sans rédemption possible. ■



Une laïcité spirituelle



Par
Jean-Jacques DERRIEN

Les actes de terrorisme des 7 et 9 Janvier 2015 vont marquer de façon indélébile l'histoire de notre pays. Ils nous interpellent au plus profond de notre ADN républicain au travers de la liberté d'expression et de la laïcité. Beaucoup de choses ont été dites à ce sujet depuis l'évènement et l'on pourrait se demander s'il faut ajouter au concert des expressions post-traumatiques, au risque de dériver au gré du courant dans le fleuve tourbillonnant du pathos.

Mais nous n'avons pas le choix car il faut se lever, être fiers de nos valeurs quand elles sont porteuses de tolérance et laissent à chacun le droit de s'exprimer. Car la parole doit circuler comme le sang dans les veines d'un corps social vivant et divers. Ne nous enfermons pas en solitude, comme en rêvent tous les totalitaires obsédés par le cloisonnement des sujets pensants qu'ils cherchent à nier.

Le rire est le propre de l'homme

Défendre la laïcité c'est ouvrir le champ des possibles en poursuivant toute forme d'apologie de crimes. Sous cette réserve, il est essentiel que l'on puisse rire de tout sans exclusive, rire, ainsi que

le rappelait récemment Alain Rémond dans une chronique, « des médiocres, des beaux parleurs, des prétentieux des importants, rire du pouvoir, de tous les pouvoirs, de ceux qui cadenaient et qui verrouillent, rire des obscurantistes, des intégristes, de ceux qui ne supportent pas le rire mais aussi des gens respectables, des opinions respectables, des religions » et sans doute même rire de ceux qui en rient. Le mauvais goût ne tue pas et peut être dénoncé en toute subjectivité. Chacun peut se poser en son âme et conscience la question de l'opportunité à faire mais en aucun cas cela doit empêcher de faire. Car si Rabelais dit que « le rire est le propre de l'homme », ce n'est pas pour rire, c'est du sérieux.

La laïcité est aussi la seule définition possible de la liberté de culte car elle garantit le choix responsable et personnel pour chacun et interdit que le fait religieux empiète sur la sphère publique. A ce niveau il subsiste assurément des controverses sur l'étendue des périmètres mais nous avons tous collectivement intérêt à en avoir une définition très rigoureuse, fuyant le prosélytisme et les recherches d'identification communautaire. Il importe donc de contextualiser et pas seulement d'énoncer la place de cette laïcité.

On ne se froisse pas de la même chose

Cela n'est pas simple et suppose à la fois de sortir des non-dits qui ont étouffé notre société depuis trop longtemps au risque que les « sous-papes » ne s'expriment que par les voies de l'excès et de l'exclusion. L'école a bien entendu un rôle essentiel à jouer car elle est le premier lieu d'apprentissage collectif du sens des mots. Nombre d'entre eux restent flous pour beaucoup d'élèves ou au mieux font l'objet d'interprétations galvaudées. Le « Respect » est un exemple criant



de ces mots car il s'agit d'une notion morale à l'interprétation variable et souvent subjective – on ne se froisse pas de la même chose – qui doit être replacée à sa juste mesure, celle d'un élément du vivre ensemble et de la compréhension réciproque et ne peut se traduire par une simple interdiction de dire.

Mal nommer les choses...

Mais voilà bien la question centrale qu'il n'était pas de bon ton d'aborder avant le 7 Janvier et dont nous ne pouvons plus faire l'économie, celle de ce vivre ensemble qui ne peut se construire que dans l'exigence réciproque. Ceci pose en effet les questions du rapport à l'Autre dans sa diversité mais aussi en cherchant collectivement ce qui peut unir. Car sans définition commune d'un socle de valeurs partagées il sera vain, voire dangereux, de continuer à se retrancher derrière la protection de sa liberté individuelle

comme seule limite à l'autorisation de tout comportement. De même le vivre ensemble suppose de part et d'autre de définir les contours des exclusions sociales et culturelles subies ou créées. Nous avons à la fois besoin de symbolique qui unit et de décloisonnement des esprits et des territoires dans l'exigence et l'écoute réciproque, sans angélisme, refoulements ou mauvaise conscience.

Car ainsi que le rappelait Camus, « mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde ».

La chose est difficile car légions sont les tabous refoulés et profonde est la crise morale de recherche du sens qui agite notre société « hyper-matérialiste » de plus en plus dématérialisée. Mais c'est à ce prix que nous sauverons notre démocratie qui ne peut être un simple catalogue de vente à distance. ■

Je suis Bernard



Par
Maurice BERTHIAU

Suis-je Charlie ? Sûrement mais le jour de la manifestation, j'arborais un badge « Je suis Ahmed » avec la même typographie sur fond noir. L'image de ce jeune policier arabe, abattu comme un chien alors qu'il était en service, est, pour moi, républicain convaincu, plus forte encore que celle des dessinateurs.

Suis-je Charlie ? Oui, quand il s'agit de défendre la liberté d'expression et surtout le droit au blasphème. Celui-ci a été bien occulté dans ce grand moment de communion nationale où tous les responsables religieux s'embrassaient devant des politiques ébahis.

Mais, on a très vite vu ressortir des formules du type : « La liberté d'expression s'arrête au moment où ça dérange l'autre »... moi, il y a beaucoup de choses qui me dérangent !

Devra-t-on bientôt interdire les opérettes d'Offenbach qui ridiculisent les dieux de l'Olympe au prétexte qu'il y a encore quelques Grecs qui y croient ?

Blasphémer le dieu de notre époque

Non la liberté d'expression est parfaitement définie dans la loi française qui ne condamne pas le blasphème et interdit l'incitation à la haine et la négation de l'histoire.



Alors pour parler de blasphème, qui est selon mon Littré : « Paroles qui outragent la Divinité, la religion. », je vais évoquer celui qui, quand la nouvelle de sa mort a été annoncée dans l'après midi, m'a vraiment fait prendre conscience de toute l'horreur de cet attentat.

Je veux vous parler de Bernard Maris qui aimait à blasphémer le dieu de notre époque, celui dont la religion réunit tous les médias, toutes les grandes écoles : le libéralisme économique.

Bernard Maris a publié en septembre 2014 un superbe essai intitulé *Houellebecq économiste*¹ dont je conseille la saine lecture à tous ceux qui ne craignent pas l'excommunication. Dans ce petit livre, Bernard Maris rebalaie l'œuvre de Michel Houellebecq à travers des citations et des références aux grands penseurs de l'économie, Marschall, Schumpeter, Keynes, Fourier, Malthus... montrant comment le pauvre cadre moyen, héros houellebecquien par excellence, souffre et s'angoisse dans cet univers dont la fin est pour lui tout à fait prévisible.

« chaque roman reprenait le refrain des autres : la compétition perverse, la servitude volontaire, la peur, l'envie, le progrès, la solitude, l'obsolescence, etc... » (p.25)

« Voir comment Houellebecq utilise et détruit la pensée économique n'a pas fini de surprendre » (p.26)

Et tout au long de ce livre, au gré des citations des ouvrages, Bernard Maris s'en donne à cœur joie du blasphémateur heureux qu'il était.

La glu qui freine vos pas

« d'abord, il n'y a jamais, jamais, jamais rien à comprendre et un roman ou un poème est l'anti économique même. Non. De même que lisant Kafka, vous comprenez que votre monde est une prison (...), lisant cet aspect économique de Michel Houellebecq que je vais vous dévoiler, vous saurez – mais ne le savez vous pas au fond? – que la glu qui freine vos pas, vous amollit, vous empêche de bouger et vous rend si triste et si tristement minable, est de nature économique » (p.23)

Alors, oui, je suis Bernard ! Et que vive la pensée libre ! ■



¹ MARIS Bernard, *Houellebecq économiste*, Éd. Flammarion, 2014.



Lever la plume face à l'épée



Par
Landry LUCAS

Après les attentats, chacun y va de son expertise pour présenter sa solution. Or, peut-on résumer la complexité de la situation à un échec supposé de l'école ? Avant de proposer des solutions, un constat doit apparaître : l'impossibilité d'émettre une réponse simple et unique.

En ce début d'année, nous avons tous vécu un moment. Ensemble. Comme une vaste émotion partagée ; quelque chose d'inexplicable, sans mots. Un élan spontané, ou presque, qui pose pourtant question. Plein de questions. Mais lesquelles au juste ? Qu'est-ce qui nous a réunis ce soir-là ? C'est sans doute la principale difficulté : mettre des mots. Beaucoup d'entre nous se sont réunis, ont marché ensemble mais pour quoi ? Pour la liberté de la presse ? Contre la lâcheté de ces hommes surarmés qui en agressent d'autres ? Pour se révolter contre ce moment où la plume s'est inclinée face à l'épée ? Par indignation, par peur, par colère, par empathie... ou encore avec l'ambition d'une récupération politique ou commerciale ?

Démultiplication des analyses et solutions

Nous ne savons pas mettre des mots. Pire, nous ne pouvons pas mettre des mots, car ce moment

a été vécu par tous d'une manière différente. La multiplicité des « Je suis Charlie » et des « Je ne suis pas Charlie » avec toutes leurs justifications ont montré la complexité des réactions. Pourtant, sur toutes les chaînes à toutes les heures de la journée, nous avons assisté à la démultiplication des analyses et des solutions attendantes. Pêle-mêle, le retour du service militaire, un meilleur contrôle aux frontières, le retour de la blouse à l'école ou l'apprentissage intensif de la Marseillaise ont été proposés. Il n'est pas question ici de sélectionner les bonnes ou les mauvaises solutions, départager les vraies propositions des postures et de faire une analyse de plus sur les causes du drame. Cependant il faut faire une remarque : les principales solutions se sont toutes focalisées sur l'action de l'école, des professeurs, des élèves et de leurs parents – à l'image d'un nouveau plan national de financement de l'éducation et des diverses initiatives locales dans les collèges et les lycées. Or, il paraît difficile de trouver un unique responsable. Dans le désordre, on accuse l'école, la prison, internet, l'idéologie soixante-huitarde, le choc des civilisations, les religions, le contexte familial, l'immigration, Charlie Hebdo, la liberté de la presse, le multiculturalisme, la Crise, la police et bien d'autres, multipliant les sources d'amalgames faciles.

En demandons-nous trop à l'école ?

Rappelons les faits : au départ, nous avons des attentats, provoqués par des terroristes qui se disaient agir au nom de leur religion. Des motivations qui apparaissent très loin des cours d'école... Si nous raisonnons logiquement, pour relier attentats et école, nous partons donc d'un postulat intangible : si ces individus avaient été bien éduqués, ils n'auraient pas fait cela. Cela justifie donc d'agir sur les moyens de l'école pour mieux informer, mieux éduqués et faire en sorte que cela ne se reproduise plus. Mais n'est-ce pas là trop en demander à l'école ? N'est-ce pas là se focaliser sur des solutions illusoire qui



n'apporteront que la satisfaction de ne plus voir ça et là quelques cas d'interruption de minute de silence sans empêcher de nouvelles violences ? N'est-ce pas un moyen enfin de dire que le problème est réglé et de passer à autre chose ? Cette réflexion n'apparaît plus que comme un réflexe : sur un problème donné, exposer une solution simple : réformer l'école !

Et demain ?

Le constat le plus objectif est là : nous assistons à notre propre impuissance à formuler des réponses satisfaisantes pour tous. Le moment de liesse silencieuse est passé. Les mots n'ont pas encore qualifié les maux. Victimes de l'urgence, nous nous dispersons en analyses et réponses immédiates

dont l'efficacité ne sera peut-être jamais prouvée. Mais nous avons la satisfaction d'avoir répondu (momentanément ?) au « et maintenant ? ». Cependant, il reste une autre question : « Et demain ? ». Si nous subissons encore une atteinte à la liberté d'expression – en espérant qu'elle soit moins violente – qui accuserons-nous ? Les pouvoirs publics de n'avoir pas suffisamment agi ? Les « experts » en tout genre de n'avoir pas su nous expliquer les causes de ce drame ? Les personnels enseignants, de n'avoir pas su faire apprendre la diversité culturelle et les lois républicaines ? Ou encore nous-mêmes, d'avoir su relever la plume face l'épée, mais n'avoir fait que gribouiller ? ■

Les crayons, pas les kalachs !



Mercredi matin, deux hommes armés et cagoulés sont rentrés dans la rédaction du journal satirique Charlie Hebdo. Ils ont fait 12 morts. En hommage à ces personnes, j'ai souhaité vous en parler aujourd'hui.

En tuant ces 12 personnes, ils n'ont pas « juste » tué 12 personnes. Ils ont, au nom d'un idéal

islamique détourné de ses fondements, tenté de tuer la liberté d'expression.

Kalachnikovs contre crayons, le duel a eu lieu.

Pour montrer que la liberté est et a toujours été la plus forte, c'est à nous de prendre les armes en ce jour. Pas les kalachs, car nous sommes des gens civilisés, mais les crayons.

Ils ont fait 12 morts, mais 60 millions de blessés. Il y aura un avant et un après. C'est plus que jamais l'occasion de montrer que nous ne nous laisserons pas faire.

Chacun de notre manière, agissons ! Sur les réseaux sociaux, chez vous, entre amis, ou avec un feutre et une feuille, relevons nous et faisons triompher la liberté.

Je suis Charlie, tu es Charlie, nous sommes tous Charlie. ■



Lecture

Prendre du recul avec « Les identités meurtrières »* d'Amin Maalouf



Par Gaël BERNICOT

Quand l'horreur survient, qu'elle ébranle nos certitudes et nous plonge dans le doute, il est pénible, le premier choc passé, de supporter la logorrhée ambiante de « certitudes » et d'« évidences ».

Pour échapper au malaise, il faut peut-être éteindre la radio, renoncer un temps à parler et se poser. Dans un tel moment, on peut reprendre un livre ancien qui ne parle pas de l'événement mais peut aider à lui rendre toute sa complexité, aider à concevoir un nouvel horizon.

Ce que je propose de faire avec un livre de 1998 écrit par Amin Maalouf.

Le paradoxe de l'identité

Le premier constat du livre est le paradoxe du terme d'« identité ». L'identité de chacun est faite d'appartenances multiples : culturelle, linguistique, religieuse, nationale, politique, familiale... L'identité est à la fois ce qui rattache chacun à

des millions de gens avec lesquels on partage au moins une appartenance commune et à la fois ce qui fait que l'on est unique, ce mélange d'appartenance ne définissant qu'un seul et unique être humain.

Quand l'identité devient meurtrière

L'identité devient meurtrière lorsqu'elle ignore son caractère composite et complexe. Le monde est alors séparé par le « nous » et « les autres ». « Les autres » auxquels on peut dénier le droit à l'humanité et le droit de vivre.

Les mécanismes sont complexes qui font enfler une des composantes identitaires d'un individu qui finit par avaler les autres et justifier l'injustifiable. Ils relèvent à la fois de déterminants collectifs et d'un parcours individuel.

Le besoin de réciprocité

C'est la réciprocité de reconnaissance des identités qui permet aux individus d'adopter l'identité la plus large. Ils se sentiront appartenir à une collectivité plus vaste dont ils adopteront les normes s'ils peuvent y discerner leurs apports parmi ceux d'autres groupes. Il est possible de s'entendre entre personnes différentes pourvu que l'on reconnaisse la différence de l'autre. Ce n'est qu'à cette condition que les règles d'une identité commune peuvent s'appliquer sans que cela soit perçu comme l'amputation d'une identité particulière.



Trois langues minimum

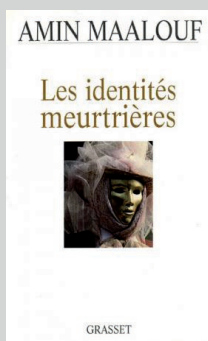
Cette réciprocité dans le respect des identités, s'inscrit particulièrement dans les langues. Pour l'auteur libanais, trois langues sont au moins nécessaires pour vivre dans un monde post-tribal. Une première langue identitaire permet de préserver la diversité culturelle et fournit à l'individu un socle d'affirmation sereine. Une seconde langue internationale dominante permet d'échanger avec le plus grand nombre et s'intégrer au monde. Enfin, une troisième langue, au moins, une langue de cœur, permet un échange direct avec une autre culture d'élection.

Ni communautarisme ni dictature de la majorité

Les identités posent un défi politique majeur aux démocraties qui doivent cheminer sur une délicate ligne de crête. Une reconnaissance excessive d'identités communautaires finit par dissoudre une appartenance nationale plus large. A l'inverse, une uniformisation reposant sur l'identité de la majorité refusant de reconnaître des identités minoritaires est source de conflits tout aussi destructeurs.

A la fermeture de ce livre écrit il y a près de 20 ans, on apprivoise mieux la complexité du présent. Nous sommes confrontés à la nécessité de repenser nos modalités du « vivre ensemble ». Dans l'émotion, la peur, méfions-nous des solutions simples, des mesures hâtives, des amalgames mutilants.

Avec l'apprentissage des langues, mais aussi plus largement avec une ouverture à d'autres cultures, c'est bien entendu la question de l'éducation qui est posée. ■



* MAALOUF Amin,
Les identités meurtrières,
Grasset, Col. Le livre de poche, Paris, 1998



Évocation de Gilles VINET



L'Institut Kervégan a perdu Gilles VINET. Il était notre Trésorier depuis de nombreuses années. Il nous a quitté en janvier, victime d'une méningite foudroyante.

Parler de lui, c'est évoquer un homme chaleureux, fidèle en amitié, toujours disponible pour ses amis. C'est rappeler le souvenir d'un professionnel et d'un chef d'entreprise humain, pour lequel l'homme était toujours au coeur de l'entreprise.

Il aimait la liberté, sa liberté, et il aurait sûrement défendu le droit à la liberté d'expression, s'il ne s'était pas "absenté" pour de très mauvaises raisons.

Expert comptable apprécié de ses clients, conseiller d'entreprises avisé, il laisse le souvenir d'un Chef d'entreprise à forte sensibilité humaine.

Membre du CJD, puis d'IDEA, qu'il avait créé en 1992, fondateur de l'association Don Bosco, il écrivait également, et la multiplicité de ses centres d'intérêt ne permettaient pas de l'enfermer dans une seule case.

Le sport aura tenu une grande place dans sa vie. Il s'y donnait à fond, cherchant toujours à s'améliorer. Il aimait les voyages, et suivait de près les évolutions du monde qui nous entoure.

A l'Institut Kervégan, je l'avais sollicité pour succéder à Georges Décreau Il avait accepté sans hésitations, et remplissait ses fonctions avec le sérieux et l'efficacité professionnelle dont il faisait preuve en toutes circonstances. Ses analyses et ses avis étaient toujours pertinents et utiles pour notre gestion présente et future. Il suivait les travaux des ateliers, et appréciait la diversité des membres, des axes de réflexion, et des analyses au sein de l'Institut.

Son écoute, sa disponibilité et sa convivialité vont nous manquer.

Nous ne l'oublierons pas !